

une date ultérieure. Évidemment, nous ne pouvons spéculer sur les annonces qui n'ont pas encore été faites quant à savoir si, oui ou non, les programmes futurs refléteront la politique du gouvernement.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): J'ai une question complémentaire à poser au premier ministre. Comme le ministre des Pêcheries a annoncé dans sa dépêche que la nouvelle politique du gouvernement n'entrerait en vigueur qu'à la fin de l'année financière actuelle, c'est-à-dire avant mars prochain, le premier ministre voudra-t-il s'assurer que la politique du gouvernement canadien à l'égard de l'assistance à l'industrie de transformation de poissons de fond de l'Atlantique, soit annoncée immédiatement afin d'éviter une crise. Comme le chef de l'opposition l'a signalé, par suite de la négligence du gouvernement dans ce domaine, des milliers de Canadiens pourraient perdre leur emploi.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce que le ministre des Pêcheries a souvent dit à la Chambre.

M. Jack Marshall (Humber-Saint-George's-Sainte-Barbe): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre voudrait-il nous dire si l'industrie de la pêche de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse peut escompter une aide immédiate en attendant que le gouvernement inaugure dans quelques mois une politique qu'il nous a promise.

Le très hon. M. Trudeau: La réponse est la même, monsieur l'Orateur.

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Puis-je poser une question supplémentaire? Le premier ministre s'engage-t-il au moins à réserver une journée, soit vendredi soit lundi, afin d'étudier cette très grave situation en tenant un débat général à la Chambre?

Le très hon. M. Trudeau: Idem, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Stanfield: Je me demande si le premier ministre se rend compte du caractère urgent de la situation?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le ministre s'occupe activement du problème dans ses bureaux.

M. l'Orateur: Le député veut-il poser une question de privilège?

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Hier, monsieur l'Orateur, avant le léger émoi,

j'avais signalé que je poserais une question de privilège, afin de signaler cette affaire à la Chambre et obtenir aujourd'hui une déclaration du ministre. Malheureusement, je n'ai pu le faire. Je demande simplement si la Chambre pourrait obtenir une déclaration intelligente et sympathique du premier ministre indiquant aux Canadiens qu'il ne trouve pas la chose futile?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se rend compte que le point soulevé ne constitue pas une question de privilège. C'est peut-être un grief, mais il y a une distinction à faire entre un grief et une question de privilège. Je doute vivement qu'aux termes du Règlement le point soulevé puisse constituer une question de privilège.

M. Lundrigan: Voici ce que je veux savoir. Pourrions-nous obtenir que le premier ministre réponde aux questions qui lui ont été poliment posées pour que nous puissions gagner la compréhension du gouvernement fédéral à cet égard.

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre ou au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Un grand nombre d'habitants de la côte Atlantique perdront leur emploi au cours des dix prochains jours. En fait, des milliers de personnes sont visées. A ce propos, le premier ministre ou le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ont-ils formulé des mesures pour les aider et leur fournir des moyens de gagner leur vie?

Le très hon. M. Trudeau: Le ministre des Pêcheries était hier à la Chambre et il sera ici demain. Je ne prétends pas, non plus que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, connaître les pêcheries aussi bien que le ministre responsable. Le ministre est absent, justement parce que nous avons élaboré un système qui permet aux ministres de consacrer plus de temps à la solution des problèmes particuliers à leur domaine. Or, c'est exactement ce que le ministre est en train de faire.

M. McGrath: Me permettriez-vous une nouvelle question supplémentaire, monsieur l'Orateur, au leader de la Chambre? Étant donné l'urgence du problème, voudrait-il modifier l'ordre des travaux et présenter demain les crédits du ministère des Pêcheries?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Je me suis entretenu avec des